

Jacques Leclercq, à contrecourant

Philosophe, théologien et sociologue, l'enseignement et l'action de Jacques Leclercq seront nourris par un christianisme débarrassé de tout cléricalisme. Il aura une influence considérable sur une génération d'intellectuels, notamment à travers la revue qu'il fondera au début des années 1920 : La Cité chrétienne. En juin 1940, Jacques Leclercq achève une note de cinq pages consacrée à l'Église catholique : « Réflexions sur l'Église ». D'emblée, il estime qu'elles sont alors impubliables « parce qu'elles vont à l'encontre de toute la politique ecclésiastique depuis de nombreux siècles ».

MICHEL MOLITOR

Jacques Leclercq est un prêtre belge (1891-1971), né dans la grande bourgeoisie libérale de Bruxelles, ayant commencé à l'ULB des études de droit qu'il terminera à Louvain. Ordonné en 1917, il sera professeur aux facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles puis à l'université de Louvain. Il utilisait souvent le paradoxe comme une pédagogie et, comme l'a si bien montré son biographe, Pierre Sauvage, « vigoureuse et prophétique, cette voix devait fatalement rencontrer l'opposition de divers milieux conservateurs¹ ». La génération qui fondera *La Revue nouvelle* en 1945 se réclamera ouvertement de lui et de sa pensée.

On trouvera ci-dessous une note, « Réflexions sur l'Église », largement inédite, conservée aux Archives Jacques Leclercq, à l'Institut supérieur de philosophie de l'université de Louvain. Elle nous a été communiquée par son biographe.

Dans sa biographie, Pierre Sauvage avait cité des extraits significatifs de cette note en soulignant combien ces pages marquaient un tournant important dans la pensée de Jacques Leclercq². En effet, depuis le milieu des années vingt, dans la foulée du mouvement de l'Action catholique lancé par Pie XI, il avait embrayé sur une conception de la mission de l'Église — et des chrétiens : la christianisation de la

1 Voir la remarquable biographie que lui a consacrée Pierre Sauvage : *Jacques Leclercq 1891-1971, Un arbre en plein vent*, Duculot, 1992. Ce livre, d'un intérêt considérable en raison notamment du portrait qu'il fait de l'univers culturel, philosophique et religieux dans lequel gravite J. Leclercq au long du XX^e siècle, dévoile aussi une face peu connue du personnage ; derrière l'écrivain et l'enseignant, se cache un être à la sensibilité profonde, un contemplatif au questionnement permanent.

2 Voir les pages 173-175.

société ou la construction d'une « Cité chrétienne³ ». Maintenant, Jacques Leclercq écrit : « L'État chrétien est inévitablement une cause de décadence pour l'Église. » Il explique que pour accomplir sa mission, l'Église doit être absolument indépendante des « puissances temporelles ». Mais, ajoute-t-il, « Cette indépendance n'est possible que si l'Église ne groupe qu'un nombre relativement restreint de fidèles et vit dans une assez grande pauvreté ». Pour Leclercq, « l'importance sociale de l'Église » la conduit fatalement à entretenir des relations d'interdépendance avec l'État qui en altèrent profondément la mission et l'esprit. Il a évidemment sous les yeux l'image de l'Église de Belgique qui occupe une position de force au sein de la société belge de l'époque. Le rôle prophétique qui est le sien et qu'elle a pu avoir en d'autres temps est paralysé par les multiples liens, aux diverses faces, qu'elle entretient avec l'État. Et Pierre Sauvage de commenter : « Lui qui, dans l'enthousiasme des premières années de l'Action catholique, a appelé les catholiques à une sorte de conquête du monde, en arrive à souhaiter qu'ils ne soient pas trop nombreux, ni tentés par le pouvoir. » C'est une Église prophétique et libre, capable d'interpeler le monde à partir des principes évangéliques que Jacques Leclercq appelle dorénavant de ses vœux.

Dans le contexte particulier de l'été 1940, la victoire et l'occupation allemandes et la perspective d'une Europe dominée par le nazisme éclairent sans doute les accents dramatiques de l'autre conclusion à laquelle il aboutit : la « nécessité de la persécution pour l'Église ». L'Église ne changera que si elle est ébranlée et cet ébranlement pourrait avoir pour source la persécution : « Il faut souhaiter que cette persécution soit assez profonde et durable pour bouleverser l'Église jusqu'à ce que certains croient être ses fondements. » Il vise par là des modalités de pratique religieuse ou de la vie de l'Église qui n'ont qu'un sens très relatif : « Il faut qu'une secousse violente mette l'Église en danger et qu'on soit obligé de sacrifier tout l'accessoire pour sauver l'essentiel. » Le même contexte de la guerre explique sans doute les raisons pour lesquelles il n'a pas souhaité rendre ce texte public en 1940. Les idées qu'il contient n'étaient cependant pas vraiment nouvelles ; elles synthétisaient des propos ou des commentaires qu'il avait déjà émis dans plusieurs circonstances sans pourtant les radicaliser comme il le fait ici. Ces idées ouvrent également un programme, une vision nouvelle du rôle de l'Église qui devra être poursuivie plus tard. Plus tard, Jacques Leclercq appréciera certaines ouvertures ou intuitions du concile Vatican II (1962-1965) qui rencontrent en partie ses attentes, mais il en mesurera également les limites⁴.

Ce texte a donc une valeur historique puisqu'il indique comment est apparue chez un homme comme Jacques Leclercq (et, sans doute, les milieux dans lesquels il gravitait) la conscience d'une (r)évolution nécessaire et la nécessité de renoncer à des principes ou des formules de vie ecclésiale considérées utiles jusqu'alors, au nom du désir de revenir aux inspirations fondatrices du christianisme. Septante ans plus tard, dans un contexte très différent, les deux questions posées, la pauvreté nécessaire et le rôle de la contrainte dans le changement, ont-elles encore quelque actualité ? Cet examen, risque probablement de travestir ou de dénaturer

3 On lira avec intérêt le livre consacré par Pierre Sauvage à la revue qui a été l'outil de diffusion de ces idées : Pierre Sauvage, *La Cité chrétienne (1926-1940), Une revue autour de Jacques Leclercq*, Académie royale de Belgique-Duculot, 1987.

4 Pierre Sauvage, *Jacques Leclercq, op. cit.*, p. 338.

rer l'intuition de Jacques Leclercq qui se rapporte au contexte des années 1940. Cependant, c'est parce qu'elle pourrait garder quelque valeur aujourd'hui qu'on risquerait de paraphraser les questions, sans les clôturer.

Quand Jacques Leclercq parle de la pauvreté nécessaire, c'est parce qu'il pense que l'autonomie de l'Église, condition de la qualité de son action spirituelle, passe par le dégagement de ses liens pratiques et symboliques avec les institutions politiques ou les groupes d'intérêts: « On en retire la conviction décisive que la liberté spirituelle de l'Église exige qu'elle soit pauvre, quelle ne reçoive pas de subside de l'État, et quelle ne groupe qu'un nombre de fidèles assez restreints pour que les catholiques comme tels ne puissent exercer une influence décisive sur la vie de l'État. » De son côté, Emmanuel Mounier, le fondateur d'*Esprit*, écrira en 1950 dans *Feu la chrétienté*: « Le christianisme qui voudrait s'installer est refoulé vers son drame essentiel, vers sa condition natale: itinérance, faiblesse, pauvreté. » On peut élargir la question: la pauvreté matérielle, pour importante qu'elle soit si on la considère comme une des conditions de la liberté, ne serait-elle pas qu'une des composantes d'une problématique plus large: l'indépendance par rapport à toute forme de pouvoir, la simplicité ou la clarté dans les modes de gouvernement, le renoncement aux diverses formes d'apparat, l'abandon de l'idée que l'on se suffit à soi-même, le rejet de diverses formes de domination ou de monopole? Au-delà, mais on est sans doute là très loin des intuitions de Jacques Leclercq, ne s'agit-il pas aussi de dégager la proposition évangélique de formes historiques épuisées?

Dans le langage de 1940, Jacques Leclercq appelle persécution la contrainte extérieure qui serait à l'origine des changements qu'il pense nécessaires: « Nous devons rentrer dans les catacombes. » Il parle d'une Église alors dominante, présente dans l'ensemble du champ social, de moins en moins capable d'assumer l'essence même du message évangélique. Cette interrogation a-t-elle encore du sens aujourd'hui dans un contexte social et ecclésial très différent? Dans nos pays, le christianisme, dans sa version catholique, devient une confession minoritaire même si l'opinion publique le perçoit toujours comme un fait majoritaire, ce qui explique en partie le pouvoir qu'on prête à l'Église. Mais la question de la contrainte comme facteur de changement reste d'une actualité brûlante comme l'indiquent les forces de résistance à la mise à l'agenda de l'Église de questions qui n'ont rien à voir avec les questions de la foi chrétienne comme l'ordination des femmes ou la véritable collégialité. Plus profondément, la question n'est pas d'abord d'identifier les chemins d'une réforme de l'Église, mais bien de savoir comment le message évangélique pourrait retrouver la force d'une nouvelle proposition pour le monde. Autrement dit, de découvrir comment il constituerait une ressource de sens qui parle aux hommes de notre temps. Peut-être découvrira-t-on alors que c'est l'identification du christianisme et de son message à des formes ecclésiales particulières qui fait problème. Alors pourra-t-on s'interroger de manière féconde sur les facteurs de transformation et sur les contraintes qui en seraient les leviers. ■

Réflexions sur l'Église

JACQUES LECLERCQ

Je viens de terminer mon livre sur l'Église, et je voudrais consigner par écrit quelques conclusions actuellement impubliables.

Elles sont impubliables parce qu'elles vont à l'encontre de toute la politique ecclésiastique depuis de nombreux siècles et qu'elles soulèveraient donc des protestations véhémentes, en particulier de la part des autorités ecclésiastiques. Cependant ces conclusions se dégagent de l'étude de l'histoire de l'Église d'une façon qui me paraît tout à fait décisive; elles n'ont d'ailleurs aucune répercussion sur la doctrine chrétienne. Au contraire, elles s'accordent avec l'Évangile beaucoup mieux que la conception généralement reçue.

L'idée essentielle est que l'Église, pour accomplir sa mission, doit être tout à fait indépendante des puissances temporelles; elle accomplit sa mission dans la mesure où elle jouit de cette indépendance. Mais cette indépendance n'est possible que si l'Église ne groupe qu'un nombre relativement restreint de fidèles et vit dans une assez grande pauvreté.

En effet, quand l'Église a dans un pays une grande importance sociale, par le fait qu'elle réunit en elle la plus grande partie ou l'ensemble de la population, le gouvernement cherche à se servir d'elle; le catholicisme devient une force nationale et ceux qui sont responsables de la nation, ou préoccupés du bien de la nation avant tout, cherchent à mettre cette force au service de la nation; l'Église perd alors sa liberté spirituelle; elle est amenée à intervenir dans le temporel pour servir les intérêts de l'État; cela se voit bien aujourd'hui: dans chaque pays, l'Église est mobilisée au service des intérêts nationaux, et l'Église exprime dans chaque pays son approbation pour l'attitude de l'État.

En même temps, quand l'Église acquiert une grande importance sociale, elle profite de son influence dans l'État pour obtenir d'être soutenue par les pouvoirs publics; ce soutien consiste dans des biens qui lui sont donnés, comme dans l'Ancien Régime, ou dans des traitements alloués au clergé, des subsides aux écoles, des subsides pour la construction d'églises, etc. Mais aussitôt que l'Église reçoit de l'État des avantages, elle devient dépendante de l'État; les dirigeants de l'Église deviennent préoccupés de ne pas déplaire à l'État, et cette préoccupation se développe dans la mesure où les avantages accordés par l'État sont considérables; nous le voyons bien en Belgique: l'Église reçoit de l'État des avantages considérables; aussi nos évêques sont convaincus que l'Église ne pourrait plus se passer de ces avantages et une de leurs préoccupations principales est de ne pas avoir de conflit avec l'État, ce qui les amène à une série d'attitudes dont les dernières années ont fourni plus d'un exemple et qui sont exactement à l'encontre de ce qu'on appelle la liberté apostolique.

De plus, ce lien de l'Église et de l'État, qui se resserre des deux côtés, l'État cherchant à dominer l'Église pour profiter de son influence, et l'Église cherchant à plaire à l'État pour se ménager sa bienveillance, amène l'Église à s'occuper du temporel et se plonger *in negotiis saecularibus*, au mépris de la volonté formellement manifestée de son fondateur. Notre temps ne cesse d'assister aux interventions épiscopales dans tous les pays pour seconder l'État dans des entreprises purement temporelles, des guerres par exemple, ou des mouvements politiques, où l'Église prend toujours le parti de ceux qui sont au pouvoir. En Belgique, les interventions des évêques contre le mouvement flamand, contre le rexisme étaient toujours des interventions au service du parti au pouvoir ; de même, pendant la guerre de 1939, l'intervention du cardinal de Malines pour soutenir la politique de neutralité ou pour approuver le roi à l'occasion de la capitulation de l'armée belge.

Dans ces conditions, il est extrêmement difficile à des incroyants ou même à des catholiques tièdes de reconnaître dans l'Église du Christ. Ces prises de position de l'Église dans des questions temporelles éminemment discutables sont tellement opposées à l'esprit aussi bien qu'à la lettre de l'Évangile, qu'il faut avoir beaucoup réfléchi et beaucoup étudié l'Église pour comprendre de quelle manière elle reste l'Église du Christ, malgré ces défaillances. Ceux que le catholicisme attire sont attirés par les catholiques fervents qu'ils rencontrent, ou par le contact de la pensée catholique, en dehors de ces faits concrets. Un certain nombre d'esprits, par contre, sont écartés de l'Église par ces interventions et on ne voit pas que personne puisse être conquis par elle, en tant qu'Église du Christ, à l'occasion de ces interventions dans le temporel ; celles-ci peuvent lui valoir la sympathie de ceux auxquels elle rend service ou dont elle flatte les passions, mais cette sympathie va à une institution humaine utile, non à l'Église du Christ, non à l'œuvre spirituelle et surnaturelle de l'Église.

D'autre part encore, quand l'Église est une puissance ayant un rang tel qu'elle puisse traiter avec une apparente efficacité avec les gouvernements, les autorités ecclésiastiques s'imaginent être en état d'exercer une action considérable en influençant directement les gouvernants. La reconnaissance officielle de l'Église, les honneurs extérieurs qui lui sont rendus, l'exhortation des princes, et, pour pouvoir les exhorter, le souci d'être en bons termes avec eux, prennent alors dans les préoccupations des chefs de l'Église une place tout à fait disproportionnée avec l'importance effective que ces formes d'action peuvent avoir. L'histoire des papes de Pastor racontant dans le détail l'action des papes du XV^e et du XVI^e siècle est à cet égard triste à faire pleurer ; les papes passent leur temps à se laisser leurrer par des témoignages de respect, à se laisser extorquer des concessions dont les conséquences religieuses sont terribles en échange de témoignages de déférence purement extérieurs. Et l'Église étant riche, toutes les relations des princes avec l'Église se concentrent sur les désirs des princes de dominer l'Église en nommant les dignitaires ecclésiastiques de façon à disposer des biens, et d'obtenir du pape qu'il leur permette de taxer les biens d'Église.

Cela se remarque d'ailleurs aussitôt que Pépin le Bref crée l'État pontifical. Immédiatement, le souci de la puissance temporelle prend une place primor-

diale dans les préoccupations des papes, et comme leur puissance temporelle est fragile, comme ils sont incapables de la maintenir par eux-mêmes et qu'ils en sont redevables à la bienveillance des princes, ils adoptent à l'égard de ceux-ci une attitude de quémandeurs, avilissante pour l'Église du Christ; et ils se montrent prêts à accorder des faveurs spirituelles de toutes sortes pour obtenir le soutien temporel dont ils ont besoin. Le spirituel est mis au service du temporel au lieu que ce soit l'inverse.

On en retire la conviction décisive que la liberté spirituelle de l'Église exige qu'elle soit pauvre, qu'elle ne reçoive pas de subside de l'État, et qu'elle ne groupe qu'un nombre de fidèles assez restreint pour que les catholiques comme tels ne puissent exercer une influence décisive sur la vie de l'État.

Les quelques contacts que j'ai eus avec les catholiques anglais m'ont fort impressionné aussi dans ce sens. Le catholicisme en Angleterre est bien plus exclusivement religieux que chez nous, parce que les catholiques comme tels n'ont pas d'action à exercer sur l'État. Les questions politiques et sociales y sont beaucoup plus nettement distinctes de la religion. Ce qui y sépare un catholique d'un protestant et d'un libre-penseur, ce n'est pas une attitude vis-à-vis de l'État ou de la question sociale, mais une attitude vis-à-vis du Christ et de la manière de s'unir au Christ. Les rapports de l'Église et de l'État, dans nos vieux pays catholiques, ont eu comme résultat de lier la religion à toute la vie temporelle à un tel point que les valeurs proprement religieuses passent souvent à l'arrière-plan ou ont l'air d'y passer, de façon que des catholiques tièdes ou des incroyants ne peuvent plus parvenir à les discerner exactement - et donc, à reconnaître le Christ dans l'Église.

L'expérience que l'Église a faite maintenant depuis dix-neuf siècles aboutit donc à cette conclusion que la constitution de pays catholiques, la conversion de nations dans leur ensemble n'est pas un idéal pour l'Église, que l'État chrétien est presque inévitablement — et je crois même qu'on peut supprimer le « presque » —, que l'État chrétien est inévitablement une cause de décadence pour l'Église.

Ceci est un fait d'expérience, une constatation pratique. Elle se heurte à ce qu'on a toujours cru, parce qu'on a toujours raisonné dans l'abstraction et que, théoriquement, si les hommes étaient parfaits, il serait très désirable que tous les hommes se convertissent et qu'il y ait des États chrétiens. Mais quand on a raisonné sur cette matière, on a toujours raisonné sur des hommes abstraits et non sur les hommes concrets, tels qu'ils sont dans la réalité, avec leurs faiblesses. En fait, le point d'équilibre idéal de l'Église se trouve au moment où les catholiques sont assez nombreux pour exercer une forte influence, sans l'être suffisamment pour être ou aspirer à devenir la puissance dominante dans l'État. C'est à ce point-là que l'Église atteint à l'influence la plus considérable, en restant pleinement elle-même, et en exerçant une action proprement spirituelle.

L'autre conclusion essentielle à laquelle j'arrive est celle de la nécessité de la persécution pour l'Église actuelle. C'est ce qu'on pourrait appeler la thèse catastrophique.

L'Église actuelle est moins corrompue qu'en d'autres temps, mais elle est enlisée dans un fatras de petites choses, des routines, des conventions, des cadres sociaux, des préoccupations temporelles, qui voilent fortement les traits du Christ en elle. Ceux qui abordent l'Église en entrant en contact avec des âmes profondément surnaturelles peuvent y trouver le Christ, mais ce n'est pas le grand nombre, et c'est pourquoi les conversions sont rares.

L'administration ecclésiastique, par exemple, étouffe terriblement l'esprit de l'Évangile.

Le fidèle moyen n'entre en contact avec l'Église qu'à propos d'enterrements ou de mariages qui sont traités comme une affaire commerciale; s'il veut par sentiment faire célébrer le service funèbre d'un des siens dans une chapelle à son goût, il se heurte à la revendication des droits paroissiaux, qui se présente avant tout comme une revendication d'argent; de même les questions de titres et d'insignes honorifiques tiennent dans l'Église une place qui va radicalement à l'encontre de l'esprit du Christ; les soutanes violettes et les titres des prélats, les anneaux précieux des évêques, les palais pontificaux, la pompe romaine sont autant d'insultes à l'Évangile; et encore, quand les prêtres, dans notre pays, soignent leur cave, comme tant d'entre eux le font, quand le vin coule à flots à leur table, et qu'on met en regard leur pingrerie, aussitôt qu'il s'agit du vin de messe, qu'ils veulent le moins cher possible et dispensé dans les burettes les plus petites possible, comment croire qu'ils ont pour le sacrifice de la messe le respect et l'amour que suppose la foi dans la doctrine de l'Église? Il faut avoir beaucoup réfléchi à ces choses-là pour comprendre ces contradictions, mais celui qui voit l'Église simplement de l'extérieur ne peut à ces signes-là reconnaître en elle l'Église du Christ.

Il en est de même de l'importance attachée à des usages qui n'en ont pas, comme à certaines formes de dévotion, à des règles rituelles. Un prêtre qui attache une importance capitale à la récitation de son bréviaire, et montre par ailleurs peu de zèle pour les âmes, peu de détachement des biens matériels, beaucoup d'attachement à ses aises, est un personnage extrêmement choquant du point de vue chrétien. Chez un grand nombre de ceux qu'on appelle de bons prêtres, la charité chrétienne ne se montre jamais, mais seulement une dignité ou une honnêteté de vie toute naturelle. Et chez un grand nombre de catholiques, prêtres et laïcs, se manifeste une étroitesse d'esprit qui fait passer à l'arrière-plan l'essentiel de la religion, l'amour de Dieu et du prochain, pour y substituer des formes extérieures et des cadres administratifs.

On pourrait encore ajouter un grand nombre d'autres traits, et notamment qu'un grand nombre de prêtres, et même d'évêques, s'intéressent beaucoup plus à des choses profanes qu'au règne de Dieu; quand ils trouvent un prétexte pour s'occuper de politique ou de questions économiques, ils s'en emparent avec une satisfaction facile à discerner.

Et malgré cela l'Église est plus pure, de nos jours, tout au moins en Europe, qu'elle ne l'a été dans la plupart des siècles antérieurs. Et pris l'un après l'autre, chacun des abus, dont je viens d'indiquer quelques-uns, est d'importance se-

condaire. C'est l'esprit général dont ils procèdent qui est grave. Et cet esprit est à peu près impossible à déraciner par des voies normales, parce que la lutte contre chacune de ces manifestations demanderait un effort disproportionné avec l'importance de son enjeu.

Prenons par exemple la cour pontificale, il est évident que jamais Jésus n'aurait accepté d'habiter le palais du Vatican. Il est tout à fait évident que le luxe de ces salons, les millions dépensés tous les ans pour entretenir des gardes suisses inutiles, etc., sont en contradiction avec l'esprit de l'Évangile. D'ailleurs ce palais du Vatican a été construit et orné par des papes de la Renaissance dont le souvenir est la honte de l'Église; l'étiquette de la cour pontificale a été principalement réglée à cette époque. Depuis lors, les papes sont devenus de bons prêtres, plusieurs même des saints, leur vie personnelle est simple et austère. Il n'est plus resté de cette honte de la Renaissance que le cadre, chose en soi peu importante. Elle l'est suffisamment cependant pour créer une certaine difficulté à voir dans le pape le représentant du Christ. Car enfin, ce représentant qui se présente sous un aspect que son Maître eût non seulement condamné, mais abhorré, rend difficile, par là même, de le reconnaître pour ce qu'il est.

Mais, par ailleurs, supprimer le palais du Vatican, installer le pape dans une demeure digne de lui, supprimer la cour pontificale, amener le vicaire de Jésus-Christ à vivre d'une manière qui s'inspire de Jésus-Christ, jusque dans son apparence extérieure, se heurte à de telles difficultés qu'il paraît proprement irréalisable, tant que le pape ne sera pas chassé de son palais et obligé de fuir et de vivre pendant quelque temps dans la misère. L'entourage du pape, la plupart des chrétiens, des membres du clergé, sont si peu chrétiens; s'inspirent si peu de l'esprit du Christ, que le pape qui voudrait, de sa propre initiative, transformer radicalement le genre de vie pontifical se heurterait à une résistance qui l'obligerait à user ses forces sur un objet en soi peu important. Supprimer le Vatican et la cour pontificale est sans doute une entreprise plus difficile que la définition d'un dogme ou la formation de légions de missionnaires! Si on doit espérer que l'Église se purifie de ces petites taches qui ne la corrompent pas, mais qui souillent sa face et rendent difficile d'y reconnaître le visage du Christ, il faut souhaiter que l'Église soit secouée au point que toutes ces écailles tombent.

Or la secousse, c'est normalement la persécution qui la produit. Le pape ne quittera le Vatican que si on l'en chasse; les dignitaires ecclésiastiques ne quitteront leurs titres ronflants et leurs costumes tapageurs, les religieux et les religieuses n'abandonneront leurs costumes absurdes et leurs usages désuets que si on les bouscule, si on les chasse de leur vie calfeutrée, si on les oblige à trainer par les chemins, à se cacher, à faire n'importe quel métier pour assurer leur existence. La persécution seule dégagera chez les catholiques, clergé et fidèles, l'essentiel de la foi, la vie du Christ et la charité, pour reléguer à l'arrière-plan ce qui n'eût jamais dû en sortir.

Évidemment la persécution entraîne d'innombrables malheurs. Le principal, ce sont les défections. Dans l'Église embourgeoisée où nous vivons, les catholiques capables de souffrir pour leur foi ne sont pas très nombreux. Mais

en réalité, la réduction numérique qui se produira dans l'Église persécutée ne sera pas un dommage pour l'Église, car les chrétiens qui l'abandonneront seront pour la plupart des chrétiens de tradition et d'habitude, qui ne sont des chrétiens qu'en apparence. Par contre la persécution trempera les autres, purifiera tout le corps de la Sainte Église et lui rendra l'éclat qu'elle perd dans la mesure où elle s'éloigne de l'esprit du Christ.

Au moment où j'écris ces lignes, il semble que la persécution approche ; elle s'est déjà abattue sur un certain nombre de pays et on peut s'attendre à ce qu'elle se généralise. Ce temps est donc béni. Il faut souhaiter que la persécution soit assez profonde et durable pour bouleverser l'Église jusqu'à ce que beaucoup croient être ses fondements, c'est-à-dire l'organisation paroissiale, les costumes et les palais épiscopaux, l'administration vaticane, même les modes de distribution des sacrements. Déjà, dans certains pays, on a dû, sous l'empire de la persécution, permettre aux prêtres de célébrer avec n'importe quel verre, aux fidèles de se communier eux-mêmes. Mais pour qu'on distingue dans la messe l'essentiel de l'accessoire, qu'on se rende compte par exemple que l'emploi du latin est sans importance, de même que la communion sous une ou deux espèces, de même que l'emploi du vêtement liturgique, de même que le jeûne eucharistique, et l'heure à laquelle la messe se célèbre, que tout cela est sans impotence, que la seule chose importante est que la messe soit mise à la disposition des fidèles aussi abondamment que possible, et qu'elle soit célébrée de façon qu'ils la comprennent et puissent s'y unir aussi facilement que possible, pour qu'on arrive à cela, il faut qu'une secousse violente mette l'Église en danger et qu'on soit obligé de sacrifier tout l'accessoire pour sauver l'essentiel.

Dans l'état de paix et de traditionalisme routinier où nous sommes, proposer des changements aussi peu importants que de dire la messe en langue vulgaire, de laisser communier sous les deux espèces ou d'établir la concélébration, soulève des tempêtes. Ce sont pourtant des choses sans importance qui ne mettent en question aucun point du dogme ni de la morale, et ces réformes rendraient la religion plus vivante et feraient mieux comprendre au peuple que la messe est bien le sacrifice de la Cène que Jésus a institué le Jeudi Saint. Quand on voit dans l'histoire les interminables querelles sur ces questions sans importance, les hérésies ou les schismes que ces querelles ont alimentés, le nombre d'hommes intelligents et de saints prêtres qui ont consacré une partie importante de leur vie à défendre la tradition ecclésiastique en ce domaine, comme si vraiment la vie de l'Église en dépendait, c'est à pleurer de douleur ! Et pendant ce temps, on laisse se développer un enseignement de la théologie morale où la charité n'a presque pas de part !...

Mais je sais bien que tout cela est inévitable. Il n'y a qu'une persécution profonde et durable, un écroulement extérieur de l'Église, qui puisse y remédier. Un évêque allemand disait, il y a deux ou trois ans : « Nous devons rentrer dans les catacombes ». Je le crois. Il disait avec douleur. Je reprends son idée avec joie. Nous devons rentrer dans les catacombes ; nous en avons besoin. C'est dans les catacombes que l'Église retrouvera sa pureté. ■

Ermitage du Bon Larron, 23 juin 1940.